

commune de Laval-en-Belledonne

Département de l'Isère

PLAN LOCAL D'URBANISME
modification de droit commun n°1

**AUTO-ÉVALUATION
DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE
D'EXAMEN AU CAS PAR CAS**

Février 2024

Sommaire

1/ Introduction

page 1

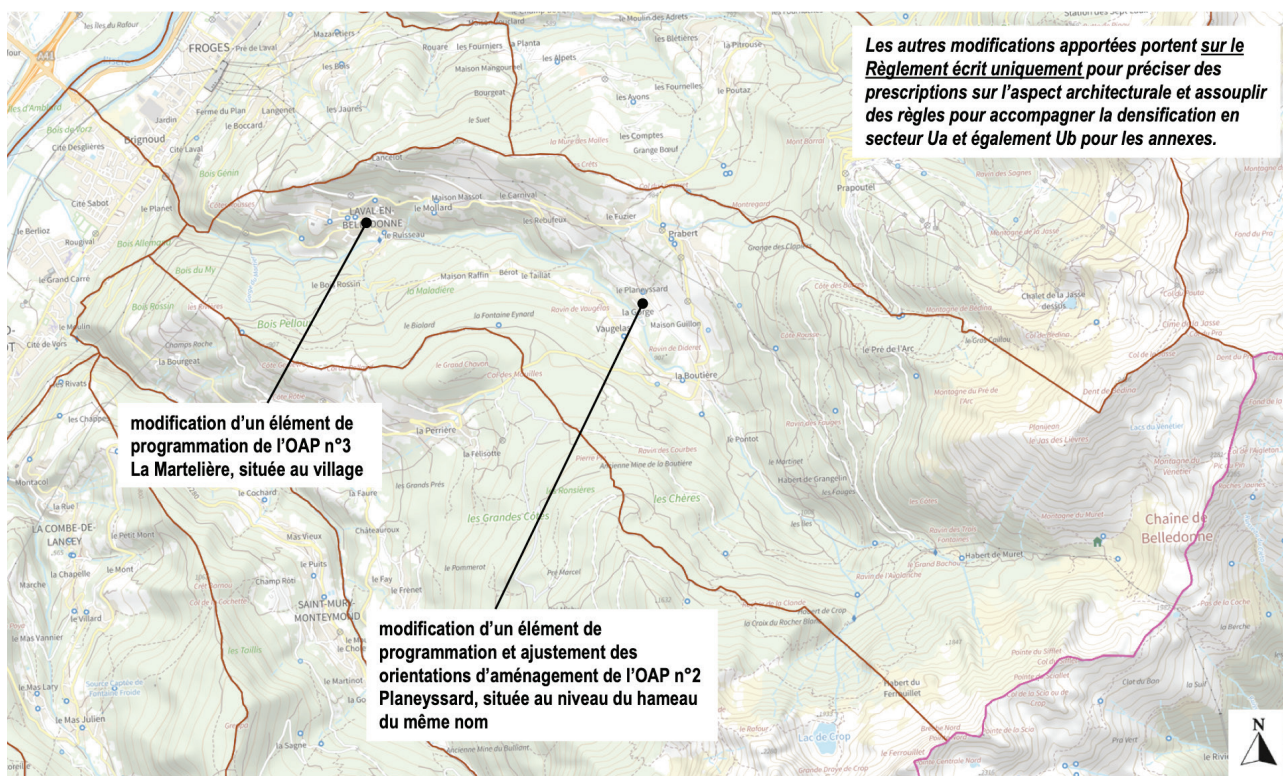
2 / Auto-évaluation

page 2

3 / Conclusion générale

page 13

> Carte de localisation



1/ Introduction

La présente auto-évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas conduite par la commune de Laval-en Belledonne, en charge de la procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 février 2020.

Elle vise à établir l'existence ou non d'incidences notables de cette procédure d'évolution du PLU sur l'environnement et notamment sur la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Cette auto-évaluation est établie conformément à l'article R104-34 du Code de l'urbanisme et est transmise à l'Autorité environnementale dans le cadre du dossier de saisine. Ce document d'urbanisme n'a pas fait l'objet de modification depuis son approbation.

> Rappel de l'objet de la modification

Après trois années d'application du PLU, la commune souhaite apporter quelques modifications à son document d'urbanisme, afin :

- de garantir une applicabilité réelle des engagements définis sur le logement social ;
- mais aussi d'aller plus loin dans les objectifs d'optimisation de l'espace et de sobriété foncière, et de favoriser opérationnellement la densification au sein des secteurs déjà urbanisés (secteurs Ua et Ub) ;
- enfin, d'améliorer encore l'intégration paysagère et architecturale des constructions, voire de préciser les contraintes architecturales qui posent des difficultés pratiques d'applicabilité,

Ces modifications portent exclusivement sur les orientations d'aménagement et de programmation des secteurs de Planeysard et de La Martelière, ainsi que sur le règlement écrit.

2/ Auto-évaluation

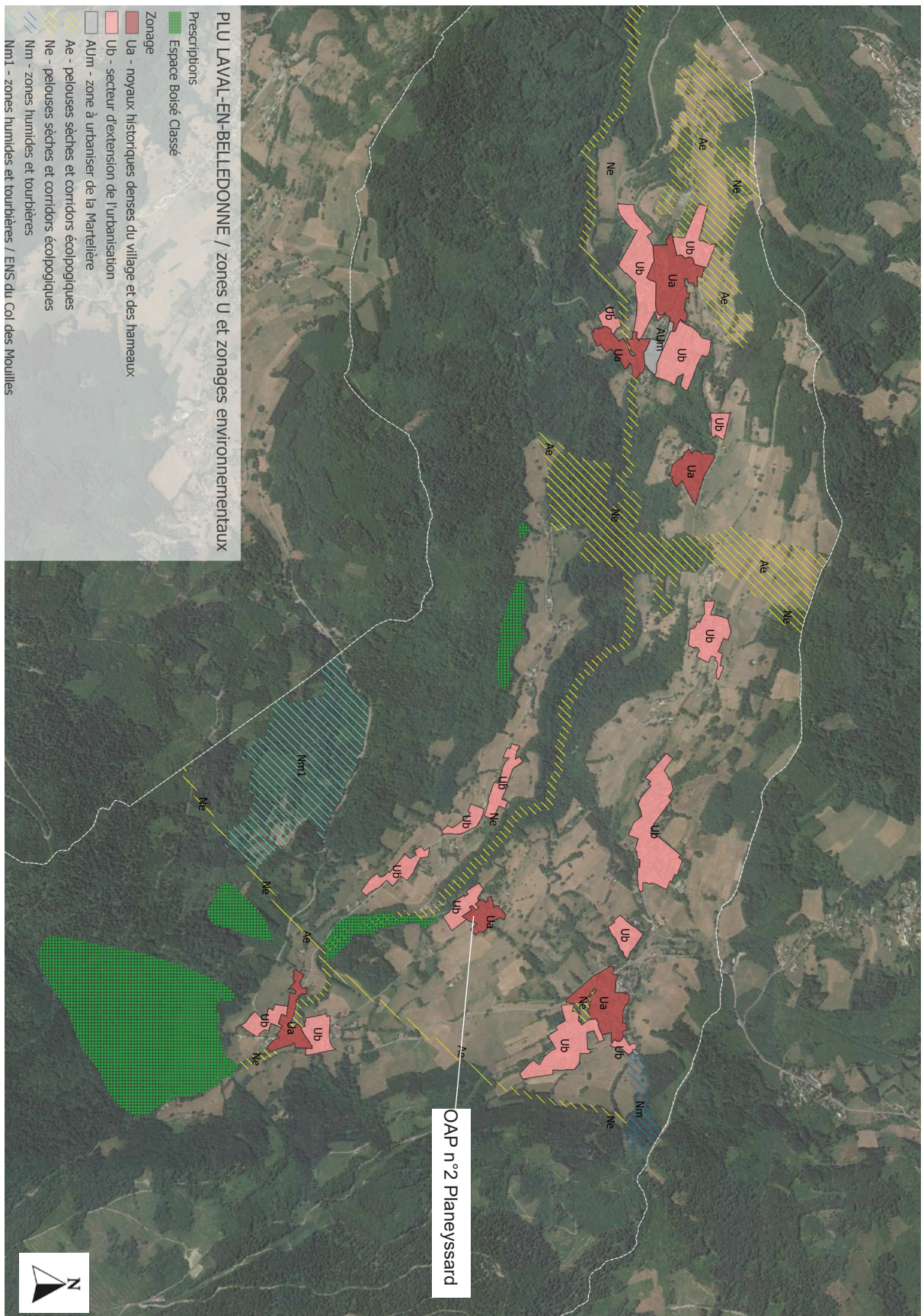
> Cette procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

La cartographie ci-contre permet de localiser :

- à la fois les secteurs Ua (noyaux historiques denses du village et des hameaux, dont le secteur couvert par l'OAP au hameau de Planeysard), les secteurs Ub (de développement résidentiel) et la zone AUm correspondant à l'OAP de la Martelière, qui sont concernés par des ajustements de programmation ou de rédaction du règlement écrit ;
- et les milieux naturels et espaces de biodiversité les plus remarquables du territoire, faisant l'objet d'un repérage spécifique au niveau du PLU, sur ce territoire de commune de montagne, par ailleurs très largement couvert par des zones N et A.

Toutes les modifications envisagées sont contenues dans ces périmètres Ua, Ub et AUm définis au PLU et qui n'interfèrent pas avec les espaces naturels les plus remarquables.

Sur la base de ces éléments, cette procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences prévisibles sur les milieux naturels et la biodiversité.



> Cette procédure est-elle susceptible d'affecter significativement un site Natura 2000 ?

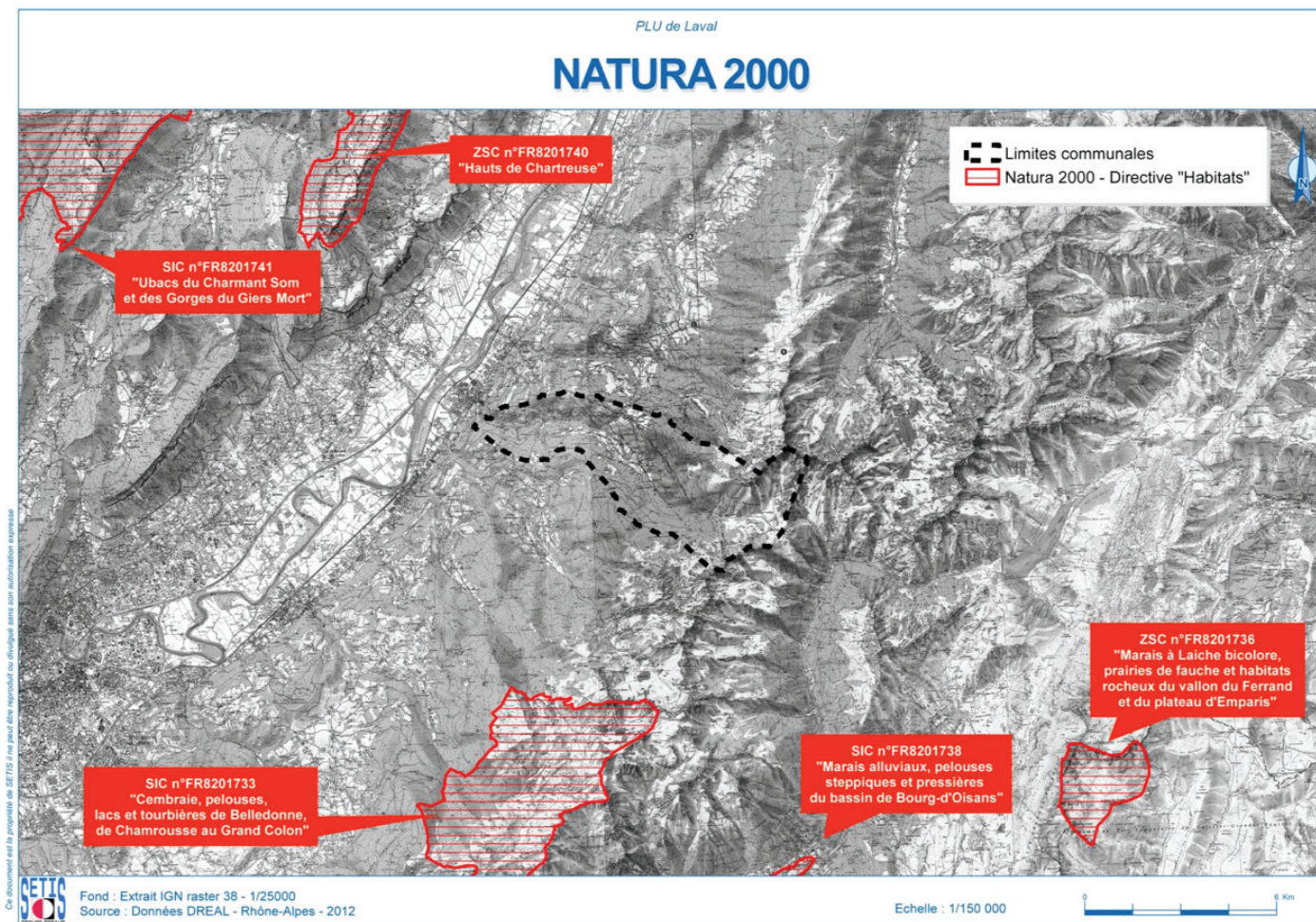
Le territoire de Laval-en-Belledonne n'intercepte aucun site Natura 2000.

Le site Natura 2000 le plus proche du territoire est le SIC n° FR8201733 « Cembraie, pelouses, lacs et tourbières de Belledonne, de Chamrousse au Grand Colon », situé à environ 5 km des limites communales, principalement sur les communes de La Combe de Lancey, Revel, Chamrousse et St Martin d'Uriage, au sud de Laval.

Ce site Natura 2000 vise les habitats d'intérêt communautaire montagnards à alpins : falaises, éboulis, végétation des torrents alpins, pelouses alpines, landes, diverses zones humides (tourbières, marais, prairies humides), divers boisements dont plusieurs prioritaires (ripisylves, forêts de ravins, pinèdes à crochets, bois tourbeux...). Ces milieux abritent une faune diversifiée, notamment plusieurs galliformes de montagne parmi lesquels le Tétra lyre et le Lagopède alpin.

Aucun lien fonctionnel majeur ne peut être identifié entre les secteurs concernés par la procédure de modification et cette zone Natura 2000.

Sur la base de ces éléments et considérant le caractère très contenu des modifications apportées au PLU, cette procédure n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives sur le réseau des sites Natura 2000.



> Cette procédure a-t-elle pour effet la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

La modification tend principalement à aller plus loin dans les objectifs d'optimisation de l'espace et de sobriété foncière, et de favoriser opérationnellement la densification au sein des secteurs déjà urbanisés (secteurs Ua et Ub).

En ce sens, cette procédure n'est pas susceptible d'induire une augmentation de la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

Le PLU a intégré l'inventaire départemental des zones humides réalisé par le Conservatoire des Espaces Naturels de l'Isère (CEN38 - AVENIR) qui recense, sur le territoire communal, 13 zones humides ponctuelles et 4 zones humides dont la surface est supérieure ou égale à 1 ha, qui font l'objet d'un repérage spécifique au Règlement graphique

- Tourbière du col des Mouilles,
- Tourbière de Prabert,
- La Boutière
- Ancienne mine de La Boutière

(Cf. cartographie synthétique présentée en page 3)

Par ailleurs, dans le cadre des études préalables à la révision du PLU, une analyse des zones considérées comme disponibles pour l'urbanisation a permis d'identifier 2 zones humides qui ont donc été prises en comptes et exclues des zones U et AU.

Du fait de ce cadrage établi au moment de la révision du PLU et non concerné par les modifications apportées, cette procédure n'est pas susceptible d'avoir une incidence négative sur une zone humide.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Depuis le 1er janvier 2018, c'est la Communauté de Communes du Grésivaudan qui est compétente concernant l'exploitation du réseau d'eau potable.

La commune est alimentée en eau potable par plusieurs captages tous situés sur son territoire.

Les périmètres de captage - immédiat, rapproché et éloigné - sont identifiés spécifiquement sur le règlement graphique (Npi, Npr et Npe, Api, Apr et Ape).

Les secteurs concernés par la modification du PLU se situent en-dehors de ces périmètres.

Les ressources issues des captages intercommunaux permettent de subvenir aux besoins de la commune à court, moyen et long terme, et ce malgré un rendement moyen (40%). Des travaux de rénovation du réseau sont en cours pour réduire les fuites et améliorer son rendement.

Dans la mesure où les deux réseaux de distribution sont maillés entre eux, la sécurité en termes d'alimentation en eau potable semble bien assurée.

Selon l'évolution démographique envisagée sur la commune (+ 150 habitants sur les 12 ans à venir), le volume moyen journalier nécessaire à l'alimentation en eau potable est évalué à 915 m³ à l'horizon 2032 (considérant les ratios actuels observés).

Les capacités actuelles des réseaux et des ressources exploitées par l'intercommunalité permettent de satisfaire aux besoins attendus.

Cette modification du PLU a pour objet d'améliorer l'optimisation de l'espace, mais sans remettre en cause les grands équilibres de développement démographique établis par la commune. Au hameau de Planeysard, sur le secteur Ua couvert par l'OAP, il s'agit de passer d'une programmation d'une fourchette comprise de 3-4 logements à 3-7 logements.

Il s'agit plus largement de favoriser opérationnellement la densification du tissu bâti existant affiché dans l'orientation 1 du PADD "Maîtriser l'étalement urbain avec le maintien de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'identité rurale communale" avec notamment :

- le réinvestissement du bâti existant et la densification des parcelles déjà bâties avec un objectif de produire 1/3 des futurs logements de cette manière.
- la réduction de plus de 50% la superficie moyenne de terrain consommée par logement neuf par rapport à ce qui a été fait sur la période 2009-2019.

Au regard de ces éléments, cette procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables prévisibles sur l'eau potable.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

La commune dispose d'un zonage des eaux pluviales annexé au PLU, qui définit clairement à la parcelle les conditions de gestion des eaux pluviales.

Le réseau pluvial est peu développé sur la commune et se compose pour l'essentiel :

- d'un réseau séparatif desservant le Village et une partie du hameau du Fuzier ;
- d'un réseau unitaire aux hameaux du Mollard et de Prabert.

Les eaux de pluie issues de ces zones sont rejetées dans les affluents du ruisseau de Laval situés à proximité.

Afin de ne pas surcharger les réseaux, le zonage des eaux pluviales traduit dans le règlement du PLU préconise pour tout nouveau projet :

- l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle si le terrain le permet, ou le cas échéant, le rejet au réseau après rétention selon un débit de fuite d'une pluie annuelle horaire ;
- la limitation des surfaces imperméabilisées.

A noter que la commune de Laval étant concernée par le risque de glissement de terrain, ce dernier peut être à l'origine d'une interdiction d'infiltration à la parcelle.

Cette modification du PLU a pour objet d'améliorer l'optimisation de l'espace, mais sans remettre en cause cette exigence de gestion des eaux pluviales. Au niveau de l'OAP n°2 de Planeysard, les eaux pluviales devront être strictement gérées à la parcelle.

Au regard de ces éléments, cette procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables prévisibles sur la gestion des eaux pluviales.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La compétence assainissement est à la charge de la Communauté de Communes du Grésivaudan depuis le 1er janvier 2018.

Selon le projet de zonage d'assainissement du Grésivaudan validé en 2019, les secteurs urbanisables définis à travers le projet de PLU se situent selon les cas en zone d'assainissement collectif (secteurs du Bourg, du Mollard et du Ruisseau) ou autonome.

Le développement urbain envisagé sur la commune induit donc une augmentation des effluents envoyés vers la station d'épuration communale. Un projet de renforcement de la station d'épuration est à l'étude (Emplacement Réserve n°1) et sa mise en œuvre interviendra concomitamment à la réalisation de l'OAP de la Martelière.

L'intercommunalité, qui a repris la compétence assainissement, poursuit par ailleurs l'effort engagé par la commune pour la réduction des volumes d'eaux claires parasites interceptées par le réseau d'eaux usées.

Sur les secteurs situés en zone d'assainissement autonome les projets devront se conformer aux orientations du SPANC en ce qui concerne l'aménagement de leur système de traitement des eaux usées, en favorisant la mise en place d'une filière compacte agréée, sous réserve de l'existence d'un exutoire pérenne à proximité. C'est notamment le cas du secteur couvert par l'OAP n°2 au hameau de Planeysard.

Cette modification du PLU a pour objet d'améliorer l'optimisation de l'espace, mais sans remettre en cause cette exigence de gestion des eaux usées.

Au vu des projets engagés par la collectivité au niveau de la STEP et des prescriptions établies au cas par cas par le SPANC, cette procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives sur l'assainissement.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

Suite à 4 années d'application du PLU, cette modification intègre au niveau du Règlement écrit un certain nombre de sujets qui visent à mieux encadrer la qualité architecturale et paysagère des constructions existantes et des nouveaux projets.

Il est en premier lieu rappelé qu'il est conseillé, préalablement à tout dépôt de projet, dès que le projet est abouti et avant le dépôt de la demande d'urbanisme, de rencontrer l'architecte-conseil de la commune pour avis (conseil gratuit).

Un cadrage réglementaire est également fait pour les volets, les menuiseries et les clôtures pour éviter les couleurs non traditionnelles, qui banalisent et uniformisent le paysage.

De la même façon, une précision est apportée sur la composition des haies végétales pour interdire les haies monospécifiques qui ne correspondent pas au paysage champêtre de montagne de la commune de Laval-en-Belledonne.

Au niveau de l'OAP n°2 au niveau du hameau de Planeysard, le schéma est repris pour intégrer un principe de percée visuelle en accompagnement de la jonction piétonne entre l'opération et l'espace public qui relie l'ancienne école, pour contribuer à la bonne intégration paysagère de ce futur projet d'habitat.

Il est par ailleurs précisé que la commune ne compte aucun site classé ou inscrit, mais que les zones U et la zone AUm du village s'inscrivent dans les périmètres de protection des deux Monuments Historiques identifiés (Tour de Montfollet et Chapelle des Alleman de l'église Saint-Etienne), assurant un avis sur les projets par l'ABF.

La procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences prévisibles sur la qualité du paysage ou le patrimoine de la commune.

> Cette procédure concerne-t-elle des sols pollués et a-t-elle des incidences sur les déchets ?

La commune ne compte aucun site et sol pollué ou ancien site industriel n'est référencé sur la commune selon les banques de données BASIAS et BASOL du BRGM.

Par ailleurs, la modification n'a pas pour objet d'autoriser la création d'activités susceptibles de générer des pollutions sous quelle que forme que ce soit.

La compétence de la gestion des déchets relève de la Communauté de Communes du Grésivaudan.

Cette modification du PLU a pour objet d'améliorer l'optimisation de l'espace, mais sans remettre en cause les grands équilibres de développement démographique établis par la commune.

Par ailleurs, le Grésivaudan s'est engagé depuis 2023 dans un Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Le PLPDMA permettra d'atteindre les objectifs de la Loi AGEC deux ans avant la date programmée (2028 au lieu de 2030). La production de Déchets Ménagers Assimilés (DMA), constituée des ordures ménagères et du tri collectés par Le Grésivaudan (verre, flux fibreux et flux non fibreux), ainsi que des apports en déchetteries, devrait ainsi passer de 673 kg/habitant/an en 2022 à 632 kg/habitant/an en 2028, soit une baisse de 15% depuis 2012.

La procédure de modification n'a pas d'incidence sur les sols pollués et n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les déchets.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?

Tous les documents de connaissances sur les risques naturels, opposable ou portés à connaissance ont été traduits dans le règlement écrit et graphique du PLU selon leur hiérarchie de prise en compte. Les prescriptions qui s'imposent dans les zones de risque de crue torrentielle, de ruissellement et/ou de glissement de terrain ont en outre été intégrées dans le zonage des eaux pluviales qui définit les modalités de gestion de celles-ci. La commune a également intégré ce qui relève du risque minier et informe du risque sismique (zone de niveau 4, sismicité moyenne).

Les éléments de la modification ne remettent pas en cause ce cadrage réglementaire complet et très précis établi au moment de la révision du PLU.

La procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences prévisibles sur les risques et nuisances.

> Cette procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie ou le climat ?

Le PLU prend en compte les SRCAE de la Région et le PCAET en vigueur de la communauté de communes du Grésivaudan, reconnu Territoire à Energie Positive (TEPOS). Le PADD de la commune de Laval affiche ainsi comme objectif la lutte contre l'étalement urbain et l'incitation aux économies d'énergie ainsi qu'au développement des énergies renouvelables.

Une OAP thématique sur l'énergie des bâtiments a été développée avec pour objectif de favoriser l'utilisation des énergies renouvelables. Pour les bâtiments à usage d'habitation, toute nouvelle construction ou rénovation globale du bâti existant devra viser une couverture de 50 % de son énergie primaire (besoin ECS et chauffage) par des énergies renouvelables, en privilégiant le solaire et le bois, sauf si une impossibilité technique peut être justifiée sur la base de l'étude d'approvisionnement énergétique.

L'objet porté par cette modification d'aller plus loin dans l'optimisation de l'espace et de sobriété foncière, et de favoriser opérationnellement la densification au sein des secteurs déjà urbanisés (secteurs Ua et Ub) s'inscrit en cohérence avec ces objectifs, sans remettre en cause le caractère raisonné du développement établi par la commune.

La procédure de modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences prévisibles notables sur l'aire, l'énergie et le climat.

3/ Conclusion générale

Sur la base des éléments présentés auparavant :

> Considérant l'absence d'incidences notables sur :

- les milieux naturels et la biodiversité,
- les sites Natura 2000,
- la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers,
- les zones humides,
- l'eau potable,
- l'eau pluviale,
- l'assainissement,
- le paysage et le patrimoine bâti,
- les sols pollués et les déchets,
- les risques et nuisances,
- l'air, l'énergie et le climat,

> Considérant le caractère contenu des modifications aux secteurs Ua, Ub et AUm du PLU,

> Considérant enfin le caractère limité des ajustements apportées au Plan Local d'Urbanisme,

la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme n'aura pas d'effets notables probables sur l'environnement et la réalisation d'une évaluation environnementale n'est pas requise.